

Essai & débat

La gauche sans les minorités - Réflexions sociologiques et stratégiques à partir de l'article de Stéphane Beaud et Gérard Noiriel

vendredi 19 février 2021, par [TALPIN Julien](#) (Date de rédaction antérieure : 13 février 2021).

L'article de Stéphane Beaud et Gérard Noiriel « L'impasse des politiques identitaires » a fait couler beaucoup d'encre ces derniers jours [1], entretenant d'ailleurs les dynamiques qu'ils dénoncent dans leur texte. Emanant de collègues reconnus dans le champ de l'histoire et de la sociologie de l'immigration et des classes populaires, ce texte mérite une réponse argumentée [2].

Sommaire

- [Racialisation des rapports](#)
- [Coalitions antiracistes](#)
- [Construire un bloc électoral ?](#)

L'article de Stéphane Beaud et Gérard Noiriel « L'impasse des politiques identitaires » a fait couler beaucoup d'encre ces derniers jours [3], entretenant d'ailleurs les dynamiques qu'ils dénoncent dans leur texte. Emanant de collègues reconnus dans le champ de l'histoire et de la sociologie de l'immigration et des classes populaires, ce texte mérite une réponse argumentée [4]. Tout n'y est pas à jeter en bloc. Si certains constats méritent d'être rappelés - la racialisation croissante des rapports sociaux ou la difficulté à construire de larges coalitions à gauche - les causes de ces phénomènes comme les conséquences qu'ils en tirent sont problématiques et constituent une impasse intellectuelle, politique et stratégique pour la gauche. Le problème ne serait plus le racisme, mais sa dénonciation qui contribuerait à la racialisation des rapports sociaux et détournerait la gauche de sa mission historique de représentation des classes populaires. La gauche ne se reconstruira pas à partir de diagnostics approximatifs. Les racines politiques de la racialisation, les coalitions qu'ont construit les mouvements antiracistes ces dernières années, comme certaines données électorales tracent une autre voie.

Racialisation des rapports sociaux : la primauté de l'expérience du racisme

Ils dénoncent - après d'autres - une racialisation croissante des rapports sociaux, une réalité documentée par les sciences sociales. Les individus se définissent de façon croissante, mais jamais exclusivement, à partir de certains référents ethno-raciaux. Les identités collectives sont désormais aussi celles de Noirs, d'Arabes, de Musulmans, etc. Pour expliquer ce fait social fondamental, Beaud et Noiriel mettent en avant un facteur central : « les polémiques identitaires dans le débat public ». Au fond, les responsables principaux de la racialisation des identités seraient les mouvements

antiracistes et les éditorialistes racistes [5], renvoyés dos-à-dos. Si l'espace médiatique joue évidemment un rôle central dans la définition des frontières symboliques entre groupes sociaux, n'est-ce pas cependant lui accorder trop d'importance ? Si ces grammaires de la vie publique compte, cette explication très discursive et intellectualisante de la fabrique des identités – en rupture avec l'entrée par les pratiques qu'ils défendent dans leurs recherches depuis des décennies – est contredite, ou du moins complexifiée, par les travaux de sciences sociales qui s'intéressent à ces questions. Michèle Lamont montre par exemple, via la notion de « répertoires culturels », dans lesquels les individus puisent pour se définir, combien ceux-ci sont le fruit de toute une histoire de luttes, de controverses mais aussi de politiques publiques et d'expériences personnelles et institutionnelles [6]. Une enquête conduite avec plusieurs collègues sur l'expérience des discriminations dans les quartiers populaires permet d'approfondir ces résultats [7]. Si nous observons également une racialisation croissante des identités, la cause première de celle-ci est l'expérience ordinaire du racisme et de la stigmatisation. Les identités sont ainsi largement, bien que pas uniquement, réactives, construites en réaction aux assignations identitaires produites dans les interactions ordinaires, des micro-agressions aux expériences discriminatoires. A force d'être traités comme autres, les individus en viennent à s'identifier aux groupes auxquels on les assigne. Ces processus ne sont évidemment pas que subis, et peuvent être nourris par une socialisation familiale, des attachements diasporiques, une sociabilité communautaire.

Dans la fabrique de ces identités racialisées les individus mettent tout particulièrement en avant le rôle des institutions : police, école, services sociaux ... les expériences au guichet ou les interactions avec des représentants d'institutions occasionnent fréquemment des catégorisations et assignations, et peuvent en retour nourrir des processus d'identification réactif [8]. Si racialisation des rapports sociaux il y a, elle émane d'abord des agents situés dans une situation de pouvoir. On peut être surpris que ces éléments ne soient pas mentionnés par les deux chercheurs alors que les derniers mois ont donné lieu à des phénomènes de paniques identitaires sans précédent, du ministre de l'intérieur dénonçant dans un langage à peine codé « l'ensauvagement de la société » aux formes de racialisation induites par le projet de loi sur le séparatisme qui cible tous les particulièrement les musulmans.

Les expériences discriminatoires font bien naître un « nous » et un « eux », mais ce dernier, dans notre enquête, renvoie moins aux « céfrans », aux « gaulois » ou aux Blancs – bien que ces formes de dénigrement latéraux soient aussi présents – qu'aux institutions, « aux politiques », « à la France », « aux médias », témoignant d'une politisation ordinaire de l'expérience des discriminations. Alors que Beaud et Noiriel déplorent l'expression de cette conscience sociale agonistique – qu'ils qualifient de « binaire » – celle-ci constituait pourtant, via d'autres catégories, le substrat culturel du mouvement ouvrier [9] dont ils pleurent la disparition.

Au regard de ces éléments, il n'est pas certain que la meilleure façon de lutter contre la racialisation de la société soit de tirer sur les mouvements antiracistes. Défendre des politiques de lutte contre les discriminations, loin de racialiser la question sociale, pourrait, à l'inverse, contribuer à la dé-racialisation qu'ils appellent de leurs vœux. Cela pourrait peut-être constituer un agenda pour les forces de gauche. Plutôt que d'invisibiliser la question raciale pour se concentrer sur les questions sociales, pourquoi ne pas tenter (un peu) de résoudre la première pour (enfin) passer à autre chose ?

Coalitions antiracistes

L'article de Beaud et Noiriel est d'abord un texte politique, d'intervention. Leur souci est de créer les conditions sociales et intellectuelles susceptibles de permettre aux forces de gauche de l'emporter. A ce titre, ils défendent, après d'autres, l'idée selon laquelle il faudrait se détourner des

questions raciales (mais on peut imaginer également de genre ou de sexe) pour se concentrer sur les seules questions sociales, unique socle capable de rassembler un spectre suffisamment large de la population pour l'emporter. Construire une grande coalition populaire supposerait de se détourner des questions raciales.

A ce titre, les deux chercheurs français se tournent vers les Etats-Unis afin de comprendre les impasses des politiques qu'ils qualifient - reprenant le langage néo-conservateur - « d'identitaires ». On peut à ce titre se demander quelle est la fonction de la comparaison qu'ils opèrent avec « le nationalisme noir » - bien peu défini - dans ce texte ? On peut déduire qu'ils entendent par-là les mouvements qui, à la fin des années 1960, ont rompu avec certains secteurs progressistes dans une voie d'autonomisation. Pratiques qu'ils associent au mouvement contemporain Black Lives Matter. Outre les approximations historiques, voir en BLM un mouvement « isolationniste » c'est s'empêcher de comprendre les coalitions en acte qui rendent ce mouvement possible ; mouvement qui ne peut, par ailleurs, être balayé d'un revers de main comme un « échec » [10]. Affirmer « qu'il n'y a pas eu de solidarité entre ces différentes formes de lutte » est tout simplement faux, BLM ayant pu bénéficier du soutien de nombreuses organisations hispaniques engagées dans des luttes de défense des sans-papiers, mais aussi de multiples organisations communautaires, ainsi que d'organisations antifascistes ou antiracistes [11]. Si le mouvement est mené par des Noir.es, il est soutenu par des coalitions d'acteurs variées et s'appuient sur une réflexion stratégique poussée sur la place des alliés en son sein [12]. La question reste ouverte de savoir si ces coalitions sont suffisamment structurées pour parvenir à des changements durables.

Voir dans les mouvements antiracistes contemporains des acteurs rétifs à toute coalition du fait de l'autonomie des luttes qu'ils défendent est empiriquement faux aux Etats-Unis comme en France [13]. Dans notre pays, le Comité Adama n'a-t-il mené un travail de jonction avec le mouvement des Gilets Jaunes [14] ? Tenté de prendre la tête du cortège de la marée populaire initiée par François Ruffin ? Construit des solidarités avec les écologistes d'Extinction Rébellion ? Il défend clairement une stratégie d'influence à gauche, à partir de son agenda antiraciste [15]. Plus largement, la lutte contre les violences policières illustre cette stratégie de coalition : elle rassemble aujourd'hui mouvements antiracistes, Gilets jaunes, antifa et autonomes, des ONG humanitaires et une partie de la gauche. Cette coalition est-elle suffisamment large pour l'emporter ? L'avenir nous le dira. Toujours est-il qu'on ne peut réduire les mobilisations antiracistes contemporaines ni à des entreprises séparatistes, ni à des mouvements spectaculaires sans soutien populaire.

Construire un bloc électoral ?

La question des coalitions se pose différemment, peut-être de façon plus épineuse, dans l'arène électorale. On comprend dans ce texte que pour l'emporter les partis de gauche devraient se détourner des questions raciales qui la divise pour se concentrer sur les questions sociales. L'appropriation des questions raciales, à gauche, demeure pourtant très minoritaire. Si la France Insoumise, et son leader, ont fait un *aggiornamento* depuis un an, le Parti socialiste - à partir de la boussole de la laïcité - campe sur des positions « républicaines » et s'avère incapable de tout discours sur la question au regard de ses trahisons passées. EELV comme Générations.s et le NPA sont historiquement plus ouverts. Toujours est-il que l'équation selon laquelle l'attention pour les questions raciales détournerait des questions sociales est ici aussi empiriquement contestable. Au cours de son quinquennat, François Hollande n'a pas compensé sa politique de l'offre, droitière, par une politique antidiscriminatoire sérieuse, renonçant par exemple à sa promesse de créer un récépissé en cas de contrôle d'identité. A l'inverse, les partis situés à la gauche du PS sur les questions sociales sont également plus progressistes sur les questions raciales. Si l'on veut prolonger le parallèle avec les Etats-Unis, contrairement à ce qui a été avancé [16], le leader

démocrate qui avait l'agenda le plus progressiste en matière raciale n'était pas Hilary Clinton mais bien Bernie Sanders. Plus loin de nous, Jessie Jackson, candidat noir à l'élection présidentielle dans les années 1980 et figure des du mouvement des droits civiques, avait tenté de construire une « coalition arc-en-ciel » - rassemblant minorités et classes populaires - pour parvenir au pouvoir. Rien n'empêche donc de défendre de concert des politiques d'égalité raciale, sexuelle et sociale.

Le problème devient plus complexe quand on reconnaît néanmoins que ces offres politiques sont minoritaires et ont dans l'ensemble peu de chances de parvenir au pouvoir. Beaud et Noiriel considèrent que, structurellement, une telle coalition arc-en-ciel ne peut composer un bloc électoral majoritaire. Moins encore en France qu'aux Etats-Unis, où les minorités sont numériquement moins nombreuses.

Certaines données pourraient, néanmoins, inviter à tracer une autre voie. Tout d'abord, la sociologie électorale enseigne que les minorités ethno-raciales sont aujourd'hui le groupe électoral le plus fidèle à la gauche en France. Selon les scrutins et les groupes, elles votent en moyenne à près de 80% pour les candidats de gauche [17]. Cette fidélité ne tient pas au hasard, elle est due à une politisation de l'expérience des discriminations, à la croyance selon laquelle la gauche défend mieux leurs intérêts [18]. Alors que les minorités sont plus abstentionnistes que la moyenne, elles peuvent néanmoins constituer un socle électoral de plusieurs millions de voix, à condition de leur proposer une offre politique qui entretiennent la croyance selon laquelle la gauche leur est favorable. Au regard de l'état actuel de la gauche, peut-elle se permettre de s'en détourner ? Une offre politique uniquement centrée sur la classe ne pourrait que démobiliser davantage des minorités qui entretiennent déjà un rapport critique aux forces de gauche.

L'autre argument, implicite, de Beaud et Noiriel, est que défendre une politique minoritaire ambitieuse détournerait d'autres fractions des classes populaires, blanches, de la gauche. Comment rassembler HLM et pavillons ? Le fait est que les classes populaires blanches se sont aujourd'hui largement détournées des partis de gauche. Est-ce dû à une attention trop soutenue aux minorités ? Rien n'est moins sûr [19]. Nos deux auteurs en conviennent, c'est de s'être détournée de la question sociale qui a coûté cher à la gauche [20]. Plutôt que d'acter que celle-ci devrait se détourner de sa mission historique de défense de l'égalité, ne peut-on envisager, à l'inverse, qu'elle mène, enfin, un véritable travail politique pour rassembler différentes fractions des classes populaires autour d'un programme d'égalisation sociale et raciale des conditions ? Est-il impossible de convaincre les classes populaires blanches qu'elles ne seraient pas nécessairement perdantes de politiques plus favorables aux minorités ? La lutte contre la fragmentation des classes populaires est certes une question d'offre politique (et donc symbolique) mais aussi de travail militant. Pourquoi abandonner une option qui n'a jamais réellement été tentée ? La construction de majorités politiques, et plus encore d'une hégémonie, n'est pas une simple question d'arithmétique électorale ou de discours mais de travail politique et organisationnel pour façonner des intérêts communs.

Julien Talpin

P.-S.

• Mouvements. 13 janvier 2021 :
<https://mouvements.info/la-gauche-sans-les-minorites/>

Notes

[1] S. Beaud, G. Noiriél, « Impasses des politiques identitaires », *Le Monde diplomatique*, janvier 2021.

[2] Voir notamment le papier qui a brillamment consacré Norman Ajari, <https://blogs.mediapart.fr/norman-ajari/blog/040121/impasses-du-reductionnisme-de-classe-sur-un-texte-de-beaud-et-noiriel>
Disponible sur ESSF (article 56891), [France, Etats-Unis... Impasses du réductionnisme de classe. Sur un texte de Beaud et Noiriél.](#)

[3] S. Beaud, G. Noiriél, « Impasses des politiques identitaires », *Le Monde diplomatique*, janvier 2021.

[4] Voir notamment le papier qui a brillamment consacré Norman Ajari, <https://blogs.mediapart.fr/norman-ajari/blog/040121/impasses-du-reductionnisme-de-classe-sur-un-texte-de-beaud-et-noiriel>
Disponible sur ESSF (article 56891), [France, Etats-Unis... Impasses du réductionnisme de classe. Sur un texte de Beaud et Noiriél.](#)

[5] Gérard Noiriél a en effet consacré un ouvrage à Eric Zemmour. G. Noiriél, *Le venin dans la plume Édouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République*, Paris, La Découverte, 2019.

[6] M. Lamont, G. Silva, J. Welburn, J. Guetzkow, N. Mizrahi, H. Herzog et E. Reis, *GettingRespect. Responding to Stigma and Discrimination in the United States, Brazil and Israel*, Princeton, Princeton University Press, 2016.

[7] Julien Talpin, Hélène Balazard, Marion Carrel, Samir Hadj Belgacem, Sümbül Kaya, Anaïk Purenne, Guillaume Roux, *L'épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires*, Paris, Presses Universitaires de France, 2021 (à paraître).

[8] Processus que les sciences sociales ont qualifié de « policy feed-back ». Spire, Alexis. « État des lieux. Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l'État », *Gouvernement et action publique*, vol. 5, no. 4, 2016, pp. 141-156.

[9] R. Hoggart, *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970 ; Olivier Schwartz, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des idées*, 13 septembre 2011.

[10] K. Taylor, *Black Lives Matter. Le renouveau de la révolte noire américaine*, Marseille, Agone, 2017 ; Célestine, Audrey, et Nicolas Martin-Breteau. « « Un mouvement, pas un moment » : Black Lives Matter et la reconfiguration des luttes minoritaires à l'ère Obama », *Politique américaine*, vol. 28, no. 2, 2016, pp. 15-39.

[11] R. Milkman, « A New Political Generation : Millennials and the Post-2008 Wave of Protest. *American Sociological Review*. 2017, 82(1), p.1-31.

[12] J. Talpin, « Quelle place pour les blancs dans les mouvements antiracistes. Expériences américaines, réflexions françaises », *Contretemps*, 2017.

<https://www.contretemps.eu/place-blancs-mouvements-antiracistes-experiences-americaines-reflexions-francaises/>

[13] Delphine Gardey, Cynthia Kraus (dir.), Politiques de coalition. Penser et se mobiliser avec Judith Butler. Politics of Coalition. Thinking Collective Action with Judith Butler, Zurich, Seismo, 2016.

[14] Y. Brakni, « Construire une expérience politique commune. Comment le Comité Adama a rejoint le mouvement des Gilets jaunes », Mouvements, vol. 100, no. 4, 2019, p. 34-42.

[15] A. Traoré, G. Delagasnerie, Le Combat Adama, Paris, Stock, 2019.

[16] M. Lilla, La gauche identitaire : l'Amérique en miettes, Paris, Stock, 2018.

[17] V. Tiberj, L. Michon, « Two-tier Pluralism in 'Colour-blind' France », West European Politics, 2013, 36:3, p. 580-596.

[18] P. Simon, V. Tiberj, "La fabrique du citoyen : origines et rapport au politique en France", in C. Beauchemin, C. Hamel, P. Simon (dir.), Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France, Paris, Ined éditions, 2015.

[19] L'analyse très fine du déclin du PCF réalisée par Julian Mischi ne met pas en avant cette variable. Julian Mischi, Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970, Agone, 2014.

[20] Voir Beaud, Stéphane, et Michel Pialoux. « Pourquoi la gauche a-t-elle perdu les classes populaires ? », Savoir/Agir, vol. 34, no. 4, 2015, pp. 63-70.